

Genève, le 27 octobre 1937.

ORGANISATION D'HYGIÈNE.

26e Session du Comité d'Hygiène.

(1er novembre 1937)

OPIUM.- NOTE SUR LES PRÉPARATIONS À BASE D'EXTRAIT ET  
DE TEINTURE DE CHANVRE INDIEN.

(Point 10 de l'ordre du jour)

-----

1. En mai 1934, le Gouvernement égyptien, se conformant aux dispositions de l'article 10 de la Convention internationale de l'Opium de Genève (1925), proposait au Comité d'Hygiène de soumettre au contrôle prévu par la Convention toutes les préparations galéniques à base de chanvre indien (extrait et teinture) "tout au moins... celles qui contiennent de l'extrait ou de la teinture de chanvre indien dans une proportion déterminée".

2. Le Comité d'Hygiène, après avoir soumis la question au Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique, exprimait l'avis que les préparations à base d'extrait ou de teinture de chanvre indien peuvent donner lieu aux mêmes abus et produire des effets aussi nuisibles que l'extrait ou la teinture eux-mêmes et décidait, par conséquent, de se prononcer affirmativement sur la demande du Gouvernement égyptien. (22e session, octobre 1935).

3. Etant donné qu'aux termes de l'article 10, § 2 de la Convention une acceptation formelle de la part des Hautes Parties contractantes est nécessaire pour créer entre elles les obligations internationales visées au § 3 dudit article, la décision ci-dessus du Comité d'Hygiène leur a été communiquée par le Secrétaire général par lettre-circulaire du 10 septembre 1936 (C.L.161.1936.XI).

4. 52 Etats ont répondu à cette lettre-circulaire; 25 d'entre eux ont accepté sans réserve la décision du Comité d'Hygiène 1), 7 autres les ont acceptées sous conditions 2).

-----

1) Union de l'Afrique du Sud, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Chine, Égypte, Equateur, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde britannique, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Monaco, Pérou, Pologne, Roumanie, Siam, Soudan, Tchécoslovaquie, Turquie, Vénézuéla.

2) Allemagne, Autriche, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède.

Il s'agit donc d'examiner ces réserves et de voir si la décision du Comité d'Hygiène d'octobre 1935 ne pourrait être modifiée d'une manière telle que son acceptation unanime de la part des Hautes Parties contractantes puisse être assurée.

5. Le Gouvernement autrichien se déclare prêt à accepter la décision du Comité d'Hygiène en ce qui concerne toutes les préparations à base d'extrait ou de teinture de chanvre indien, sauf "les préparations contenant d'autres substances médicinales actives, à condition que, selon la composition et l'application de ces préparations, un abus ne soit pas à craindre".

On voit que le but visé par le Gouvernement autrichien dans sa réponse est précisément le même que celui de l'article 9 de la Convention de Genève de 1925, mais il n'est cependant pas possible de laisser en dehors du contrôle un groupe de préparations décrit de manière aussi vague que ci-dessus. Par contre, en vertu de l'article 8 de la Convention, des préparations particulières correspondant à cette description pourraient être exemptées du contrôle, à titre individuel, si le Gouvernement autrichien en faisait la proposition.

6. Les Gouvernements de l'Allemagne, du Portugal et de la Suède seraient disposés à accepter la décision du Comité d'Hygiène, si les préparations destinées à l'usage externe restaient libres de tout contrôle.

Pour satisfaire au vœu exprimé par ces trois Gouvernements, il faudrait savoir dans quelle mesure on peut rendre impossible d'une façon générale tout autre usage que l'usage externe, d'un certain groupe de préparations.

7. Le Gouvernement de la Norvège propose d'exempter deux préparations particulières :

- a) le collodium salicylatum compositum (à 1% de teinture de chanvre indien),
- b) les pilules neo-kawasol (à 0,01 de teinture de chanvre indien par pilule de 0,3 g.).

Dans ce cas il s'agirait donc d'examiner la possibilité d'appliquer l'article 8 de la Convention à ces deux préparations.

8. Les Gouvernements du Danemark et des Pays-Bas proposent de laisser certains groupes de préparations libres de tout contrôle, car leur teneur en extrait ou teinture de chanvre indien ne dépasse pas un certain pourcentage.

En particulier le Gouvernement danois propose d'exempter les emplâtres de cors et la masse d'emplâtre qui sert à les fabriquer, s'ils ne contiennent pas plus de 20% d'extractum cannabis indicae.

Le Gouvernement des Pays-Bas voudrait également exempter

- a) les corricides (composés de suint de laine, de cire, d'acide salicylique et d'environ 5% d'extrait de chanvre indien et
- b) les teintures pour les cors (composées d'alcool, d'éther, d'acide salicylique et de 1,1% d'extrait de chanvre indien).

Ces propositions des Gouvernements du Danemark et des Pays-Bas visent à fixer une limite de tolérance pour certains groupes de préparations en ce qui concerne leur teneur en extrait ou teinture de chanvre indien.

L'idée de fixer une limite de tolérance analogue à celle que la Convention de 1925 prévoit pour les préparations de morphine ou de cocaïne, avait été abandonnée par le Comité d'Hygiène, par les experts de l'Office, et par le Comité permanent lui-même, vu qu'à l'heure actuelle "il n'est pas possible de mesurer l'activité d'un extrait de chanvre indien" (voir Doc. C.H. 1166, p.5).

Cependant comme les préparations dont il s'agit contiennent des substances telles que le phénol ou l'acide salicylique, etc., dont la présence pourrait rendre un abus impossible, et que, d'autre part, leur teneur en chanvre indien n'est pas très élevée, on pourrait peut-être fixer à la fois un certain minimum des substances de la première catégorie et un maximum de chanvre indien, en vue de satisfaire aux exigences de l'article 8 de la Convention de 1925.

o

o

o

Telles sont les questions que soulèvent les réponses à la lettre circulaire du 10 septembre 1936. Elles ont été officiellement transmises au Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique le 16 octobre 1937, conformément aux stipulations des articles 8 et 10 de la Convention de Genève.

Il s'agit donc d'examiner ces réserves et de voir si la décision du Comité d'Hygiène d'octobre 1935 ne pourrait être modifiée d'une manière telle que son acceptation unanime de la part des Hautes Parties contractantes puisse être assurée.

5. Le Gouvernement autrichien se déclare prêt à accepter la décision du Comité d'Hygiène en ce qui concerne toutes les préparations à base d'extrait ou de teinture de chanvre indien, sauf "les préparations contenant d'autres substances médicinales actives, à condition que, selon la composition et l'application de ces préparations, un abus ne soit pas à craindre".

On voit que le but visé par le Gouvernement autrichien dans sa réponse est précisément le même que celui de l'article 9 de la Convention de Genève de 1925, mais il n'est cependant pas possible de laisser en dehors du contrôle un groupe de préparations décrit de manière aussi vague que ci-dessus. Par contre, en vertu de l'article 8 de la Convention, des préparations particulières correspondant à cette description pourraient être exemptées du contrôle, à titre individuel, si le Gouvernement autrichien en faisait la proposition.

6. Les Gouvernements de l'Allemagne, du Portugal et de la Suède seraient disposés à accepter la décision du Comité d'Hygiène, si les préparations destinées à l'usage externe restaient libres de tout contrôle.

Pour satisfaire au vœu exprimé par ces trois Gouvernements, il faudrait savoir dans quelle mesure on peut rendre impossible d'une façon générale tout autre usage que l'usage externe, d'un certain groupe de préparations.

7. Le Gouvernement de la Norvège propose d'exempter deux préparations particulières :

- a) le collodium salicylatum compositum (à 1% de teinture de chanvre indien),
- b) les pilules neo-kawasol (à 0,01 de teinture de chanvre indien par pilule de 0,3 g.).

Dans ce cas il s'agirait donc d'examiner la possibilité d'appliquer l'article 8 de la Convention à ces deux préparations.

8. Les Gouvernements du Danemark et des Pays-Bas proposent de laisser certains groupes de préparations libres de tout contrôle, car leur teneur en extrait ou teinture de chanvre indien ne dépasse pas un certain pourcentage.

En particulier le Gouvernement danois propose d'exempter les emplâtres de cors et la masse d'emplâtre qui sert à les fabriquer, s'ils ne contiennent pas plus de 20% d'extractum canabis indicae.

Le Gouvernement des Pays-Bas voudrait également exempter

- a) les corricides (composés de suint de laine, de cire, d'acide salicylique et d'environ 5% d'extrait de chanvre indien et
- b) les teintures pour les cors (composées d'alcool, d'éther, d'acide salicylique et de 1,1% d'extrait de chanvre indien).

Ces propositions des Gouvernements du Danemark et des Pays-Bas visent à fixer une limite de tolérance pour certains groupes de préparations en ce qui concerne leur teneur en extrait ou teinture de chanvre indien.

L'idée de fixer une limite de tolérance analogue à celle que la Convention de 1925 prévoit pour les préparations de morphine ou de cocaïne, avait été abandonnée par le Comité d'Hygiène, par les experts de l'Office, et par le Comité permanent lui-même, vu qu'à l'heure actuelle "il n'est pas possible de mesurer l'activité d'un extrait de chanvre indien" (voir Doc. C.H. 1166, p.5).

Cependant comme les préparations dont il s'agit contiennent des substances telles que le phénol ou l'acide salicylique, etc., dont la présence pourrait rendre un abus impossible, et que, d'autre part, leur teneur en chanvre indien n'est pas très élevée, on pourrait peut-être fixer à la fois un certain minimum des substances de la première catégorie et un maximum de chanvre indien, en vue de satisfaire aux exigences de l'article 8 de la Convention de 1925.

o

o o

Telles sont les questions que soulèvent les réponses à la lettre circulaire du 10 septembre 1936. Elles ont été officiellement transmises au Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique le 16 octobre 1937, conformément aux stipulations des articles 8 et 10 de la Convention de Genève.

SOCIETE DES NATIONS.

C.H. 1278 (a)

Genève, le 2 novembre 1937.

ORGANISATION D'HYGIENE.

26ème Session du Comité d'Hygiène.

(1er novembre 1937)

OPIUM.- NOTE SUR LES PREPARATIONS A BASE D'EXTRAIT  
ET DE TEINTURE DE CHANVRE INDIEN.

(Point 10 de l'ordre du jour)

A la page 2 du document C.H. 1278, le paragraphe 5 doit être complété par la note ci-après :

Par lettre du 25 septembre 1937<sup>(1)</sup> au Secrétaire général, le Gouvernement autrichien propose de soustraire aux effets de la Convention internationale de l'opium de Genève de 1925, par application de son article 8, les deux préparations suivantes à base d'extrait de chanvre indien :

1) Antalgine-Liniment : Liquor capsici comp. avec environ 1% Extr. Cannabis Ind. outre menthol, eucalyptol et sapo stearinic.

2) Teinture radicale de cors : Coll. avec acid-lacticum, acid. salicylicum et environ 0'43 % extr.cannabis ind.

"A part cela - continue la lettre - le Gouvernement fédéral est disposé à accepter sans réserve la recommandation du Comité d'Hygiène de soumettre toutes les préparations de chanvre indien aux effets de la Convention de 1925."

-----  
(1) Communiquée à la Section d'Hygiène le 25 octobre 1937.

LEAGUE OF NATIONS.

C.H.1278.

Geneva, October 27th, 1937.

HEALTH ORGANISATION.

TWENTY-SIXTH SESSION OF THE HEALTH COMMITTEE.

(November 1st, 1937).

OPIUM.

Note on Preparations based on Extract or  
Tincture of Indian Hemp.

(Item 10 of the Agenda).

(1) In conformity with the provisions of Article 10 of the International Opium Convention of Geneva (1925), the Egyptian Government asked that in May 1934 that all galenic preparations made from tincture or extract of Indian Hemp "at any rate all preparations containing such extract or tincture in a given proportion" should be brought within the control of the Convention.

(2) After having obtained the advice and report of the Permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique, the Health Committee expressed its opinion that "the above preparations may lead to the same abuses and may produce similar ill effects to those resulting from the use of the tincture or extract of Indian Hemp themselves, and, consequently these preparations should be brought within the control of the 1925 Convention". (Twenty-second session, October 1935).

(3) In accordance with Article 10, paragraph 2, of the Convention, unless the Contracting Parties formally accept the Health Committee's decisions, they are not bound by the international obligations mentioned in the third paragraph of the above Article. They were therefore informed of the above decision by a circular letter of the Secretary-General dated September 10th, 1936 (C.L.161.1936.XI).

(4) Thirty-two States have now replied; while twenty-five\* have unconditionally accepted the Health Committee's decision, the remaining seven\*\* have made reservations.

---

\* The Union of South Africa, Belgium, Bolivia, Bulgaria, Canada, China, Czechoslovakia, Ecuador, Egypt, Greece, Haiti, Hungary, Yugoslavia, Irish Free State, Italy, Japan, Latvia, Monaco, Peru, Poland, Roumania, Siam, Sudan, Turkey and Venezuela.

\*\* Austria, Denmark, Germany, the Netherlands, Norway, Portugal and Sweden.

These reservations must therefore be taken into consideration, with a view to the possibility of so modifying the Health Committee's decision of October 1935 that the unanimous and unconditional acceptance of all Parties to the Convention may be secured.

(5) The Austrian Government would be prepared to accept the Health Committee's decision, provided that preparations should be exempted which contain other active medicinal substances, such as would prevent any possibility of abuse, on account of the composition and application of the preparations.

While the purpose of the Austrian Government's reply is exactly the same as that of Article 9 of the 1925 Geneva Convention, it would nevertheless be impossible to exempt from the Convention a group of preparations described in such vague manner. On the other hand, specific preparations coming under the above description might be individually exempted, under Article 8 of the Convention, if such action were proposed by the Austrian Government in each case.

(6) The Governments of Germany, Portugal and Sweden would be prepared to accept the Health Committee's decision provided preparations for external use were exempted.

In order to meet the above wish, it would be necessary to determine how far uses, other than the external use, of a certain group of preparations may generally be made impossible.

(7) The Norwegian Government has suggested the exemption of two individual preparations:

(a) colodium salicylatum compositum (containing 1% of tincture of Indian hemp),

(b) neo-kawasol pills (each pill of 0.3 gr. containing 0.01 of tincture of Indian hemp).

In this case the possibility of applying Article 8 of the Convention should be investigated.

(8) The Governments of Denmark and the Netherlands have proposed that certain groups of preparations should be exempted, provided their content in extract or tincture of Indian hemp remained under a given percentage. In particular, the Danish Government proposed the exemption of corn plasters as well as the plaster used in their manufacture, provided their content of extractum cannabis indicae did not exceed 20%. The Netherlands Government would also exempt:

(a) corricides (made up of wool-fat, wax, salicylic acid and approximately 5% of extract of Indian Hemp) and

(b) corn tinctures (composed of alcohol, ether, salicylic acid and 1.1% of extract of Indian Hemp).

The object of the above suggestions from the Danish and Netherlands Governments is to determine, for certain specific groups of preparations, the permissible limit of their content of extract or tincture of Indian Hemp.

In this connection it should be recalled that the experts of the "Office", the Permanent Committee of the "Office" and the Health Committee itself have not hitherto found it possible to fix this permissible limit, as was done in the case of morphine or cocaine preparations since the activity of an extract of Indian Hemp at the present time cannot be assessed (see document C.H.1166, page 5).

However, the preparations referred to contain other substances, such as phenol or salicylic acid, which could make any form of abuse impossible, and further their content of Indian Hemp is low. It might therefore be considered whether a given minimum of the other substances referred to, as well as a maximum of Indian Hemp, could not be fixed in order to comply with Article 8 of the 1925 Convention.

\* \* \*

The above are the questions raised by the replies to the circular letter of September 10th, 1936. These questions were officially communicated to the Permanent Committee of the "Office international d'Hygiène publique" on October 16th, 1937, in conformity with the provisions of Articles 8 and 10 of the Geneva Convention.

-----

LEAGUE OF NATIONS

C.H.1278(a)

Geneva, November 2nd, 1937.

HEALTH ORGANISATION

Twenty-Sixth Session of the Health Committee.  
(November 1st, 1937)

OPIUM: NOTE ON PREPARATIONS BASED ON EXTRACT OR TINCTURE  
OF INDIAN HEMP.

(Item 10 of the Agenda).

The following note should be added to No.(5) on page 2 of document C.H.1278:

By a letter to the Secretary-General dated September 25th, 1937,\* the Austrian Government proposes that Article 8 of the International Opium Convention of Geneva (1925) should cease to apply to the following preparations based on extract of indian hemp:

(1) Antalgine liniment: Liquor capsici comp. with approximately 1% extr.cannabis ind., and menthol, eucalyptol and sapo stearinic.

(2) Radical corn tincture: Coll. with acid. lacticum, acid. salicylicum and approximately 10.43% extr.cannabis ind.

"Otherwise", the letter continues, "the Federal Government would be prepared to accept unconditionally the Health Committee's recommendation that the 1925 Convention should apply to all Indian hemp preparations."

---

\* Communicated to the Health Section on October 25th, 1937.